Transport maritime

A mon avis, le ministère devrait être divisé en plusieurs services, un pour chaque moyen de transport, et ces services devraient être coordonnés et reliés entre eux. Il est essentiel que le ministère modifie sa politique de façon à utiliser les transports pour favoriser l'expansion partout au Canada.

Il n'y a aucun autre pays du monde où l'utilisateur assume tous les frais des services qu'il reçoit. La réduction des services dans les provinces maritimes de même que l'augmentation et la grande complexité des tarifs donne des cauchemars aux expéditeurs des Maritimes. Chaque fois qu'on modifie même un seul tarif, cela a des répercussions énormes sur toutes les autres.

L'une des conséquences de cette situation au Nouveau-Brunswick, c'est qu'il y a un excédent de bois dans une partie de la province et une pénurie de bois dans une autre partie et qu'il coûte beaucoup trop cher de transporter du bois d'une partie à l'autre. Nous n'avons eu qu'un succès limité dans le domaine de la transformation des produits agricoles, mais nous pourrions faire mieux.

Au lieu de nous obliger à payer des tarifs marchandises croissants pour expédier nos produits agricoles aux marchés éloignés et pour faire venir des salaisons, des confitures et des légumes en conserve, il faudrait de toute urgence modifier fondamentalement les politiques des transports et du MEER et apporter certains changements tarifaires pour nous permettre de construire des usines où nous pourrions traiter les produits locaux pour ensuite les vendre au Nouveau-Brunswick et dans tout le pays, de même qu'à nos associés commerciaux naturels le long de la côte de l'Atlantique. Nous pourrions facilement approvisionner nos propres usines en fromage, en viande, en fruits et en légumes, pour ne nommer que quelques produits. J'exhorte le gouvernement à investir dans l'avenir du Nouveau-Brunswick et à prendre cette initiative importante pour créer des emplois et des marchés stables pour les agriculteurs. Cela vaut aussi pour la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, même si je ne connais pas aussi bien la situation dans ces provinces.

Le problème des frais de transport peut être posé de façon très simple: «Combien cela coûte-t-il d'expédier économiquement un produit vers le marché? Combien cela coûte-t-il maintenant?» La différence dans les coûts doit être comblée par une subvention ou par une réduction des tarifs marchandises. On ne peut pas se servir pour cela du principe de paiement par l'utilisateur.

Plus on utilise un réseau de transport, moins il doit coûter cher. A l'heure actuelle, les sociétés ferroviaires doivent s'efforcer d'être rentables et, en vertu de la loi, Air Canada doit réaliser des bénéfices. Il est impossible de discuter de tarifs avec les sociétés ferroviaires parce qu'ils sont tellement complexes qu'elles sont les seules à le comprendre. Il n'y a pas assez de concurrence dans ce domaine tandis que nos transporteurs aériens nationaux ne se sont jamais vu refuser une augmentation de tarif.

● (1552)

Les compagnies ferroviaires devraient être tenues de maintenir, de moderniser et d'améliorer le service qu'elles offrent actuellement sur toute l'étendue des Maritimes. Il est absolument essentiel de mettre en service de meilleurs wagons de fret pour les expéditeurs, en particulier ceux de produits agricoles, et l'intégration du service de fret ferroviaire et de transport des passagers avec d'autres modes de transport est une étape

importante à franchir si l'on veut mettre au point un système efficace de transports.

Le gouvernement du Canada devrait coopérer efficacement sur une base d'au moins 75-25 p. 100 avec les gouvernements des provinces atlantiques afin de mettre un réseau moderne de grandes routes praticables en tout temps au service des Canadiens des provinces atlantiques dès maintenant et dans une perspective future.

Les transporteurs aériens devraient être tenus de consulter les collectivités locales avant d'interrompre définitivement des liaisons existantes. Air Canada devrait offrir davantage de vols directs entre les Maritimes et le Canada central, même s'il faut pour cela avoir recours à des subventions. EPA devrait être encouragée à offrir des vols directs dans les Maritimes entre certains centres urbains de ces provinces et d'autres localités qui ne bénéficient pas actuellement d'un service aérien régulier. Il est essentiel de fournir un service de fret aérien plus rapide et plus fréquent dans différents endroits des Maritimes.

CP Air devrait également avoir le droit de desservir le marché des provinces maritimes afin de mieux concurrencer Air Canada. On devrait prier Air Canada de s'inspirer de l'excellent service en vol offert dans les Maritimes par la compagnie Eastern Provincial Airways.

Il conviendrait également de trouver de meilleurs critères en matière d'augmentation des taux de fret ferroviaire en instituant par exemple un tribunal comprenant des représentants du gouvernement, des expéditeurs et des compagnies ferroviaires pour améliorer ainsi le sort des expéditeurs des Maritimes actuellement à la merci des compagnies ferroviaires. Les subventions statutaires actuelles devraient être maintenues et une politique de subvention efficace devrait être mise au point en vue d'accroître et d'améliorer le programme actuel. Le transport doit servir d'instrument de développement dans les provinces maritimes. Nous devons mettre sur pied dans les Maritimes un système de transports moderne afin de leur permettre d'enregistrer une véritable croissance.

Si je présente cette résolution et propose que cette question soit renvoyée au comité du ministère de l'Expansion économique régionale, c'est pour donner la possibilité à tous les députés venant des provinces de l'Atlantique de donner des exemples qui permettraient d'améliorer les transports dans cette région. Ils peuvent communiquer avec leurs circonscriptions. En faisant appel à leurs connaissances et aux témoignages d'experts, j'espère que nous pourrions enfin mettre au point un réseau de transport qui soit un moyen de développement très efficace des provinces de l'Atlantique. Le transport n'est pas en lui-même la solution aux disparités régionales. C'est un élément primordial qui permet d'en trouver une. C'est un sujet très important qui exige la collaboration de tous les ministères. Les transports jouent un rôle essentiel dont nous devons tenir compte en recherchant une solution définitive.

Je vous remercie, monsieur l'Orateur, de m'avoir donné l'occasion d'aborder cette question cet après-midi.

M. Maurice Harquail (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis enchanté d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur les questions soulevées cet après-midi au sujet des transports. Je suis toutefois ébahi par les contradictions perpétuelles que soulèvent en Chambre les députés d'en face. Les transports